

Barbara MARTIN, *Dissident Histories in the Soviet  
Union. From De-Stalinization to Perestroika*

Cécile Vaissié

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/12183>

DOI : [10.4000/monderusse.12183](https://doi.org/10.4000/monderusse.12183)

ISSN : 1777-5388

**Éditeur**

Éditions de l'EHESS

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juillet 2020

Pagination : 543-546

ISBN : 978-2-7132-2832-2

ISSN : 1252-6576

**Référence électronique**

Cécile Vaissié, « Barbara MARTIN, *Dissident Histories in the Soviet Union. From De-Stalinization to Perestroika* », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 61/3-4 | 2020, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 29 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/12183> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.12183>

---

© École des hautes études en sciences sociales

---

Barbara MARTIN

**Dissident Histories in the Soviet Union  
From De-Stalinization to Perestroika**

London – New York : Bloomsbury Academic (Library of Modern Russia), 2019, 294 p.

Le titre de ce livre, issu d'une thèse soutenue en 2016, peut induire en erreur sur le contenu. En effet, il s'agit, certes, d'histoires, mais surtout d'historiens, dont le rapport à la dissidence peut être débattu, comme nous le verrons plus loin. L'auteure se concentre sur l'étude de quatre historiens soviétiques – Anton Antonov-Ovseenko, Aleksandr Nekrič, Roy Medvedev et Aleksandr Solženicyn – qui ont entrepris, après le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, de mener des recherches sur les crimes staliniens et les « taches blanches » de l'histoire soviétique. Elle analyse les motivations de ces auteurs, leurs travaux et les suites de leurs parcours dans le contexte des années 1960-1980.

Pour ce faire, Barbara Martin s'est appuyée sur de très sérieuses recherches en archives (Memorial, le RGANI et le RGASPI à Moscou, les archives Hoover à Stanford, celles de l'Open Society à Budapest et de la Forschungsstelle Osteuropa à Brême), ainsi que sur des archives privées, des entretiens, des souvenirs publiés et de riches sources secondes.

Anton Antonov-Ovseenko (1920-2013), qui est à l'initiative au début des années 2000 de la création du musée du Goulag à Moscou, était le fils d'un célèbre révolutionnaire, arrêté et exécuté en 1938, et a lui-même passé treize ans au Goulag. Ayant terminé des études d'histoire avant sa première arrestation, il a décidé, dans les années 1960, de rétablir la réputation de son père, toujours dénigré comme trotskiste par certains, et il lui a donc consacré une biographie (*Imenem revoljutsii* [Au nom de la révolution], publiée en URSS en 1965).

Le père de Roy Medvedev (1925-) et de son jumeau Žores (1925-2018) avait été lui aussi arrêté en 1938 et était mort au Goulag. Après des études d'histoire, Roy Medvedev est devenu chercheur en sciences pédagogiques et a commencé à étudier, sur son temps libre, les origines et les conséquences du stalinisme (*Pered sudom istorii* [Face au jugement de l'histoire], dont la première version a été terminée en 1964), tandis que son frère, biologiste, se penchait sur le parcours de Trofim Lysenko. Leurs recherches ont été publiées à partir de la fin des années 1960 directement en Occident, comme leurs nombreux livres ultérieurs.

Aleksandr Nekrič (1920-1993) était un spécialiste reconnu de la politique extérieure britannique et de la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il a rédigé *1941, 22 ijunja* [Le 22 juin 1941]. Ce livre, paru en URSS en octobre 1965, confirmait que les dirigeants soviétiques avaient mal préparé le pays à la guerre et fragilisé la capacité de défense par les purges de l'Armée rouge. Quant à Aleksandr Solženicyn (1918-2008), cet ancien prisonnier des camps staliniens est, on le sait, l'auteur, entre autres, d'*Une journée d'Ivan Denissovitch*, publié officiellement en URSS en 1962, puis de *L'Archipel du Goulag*, qui est paru en Occident à partir de décembre 1973.

Barbara Martin relève deux caractéristiques communes aux premiers travaux des quatre hommes : l'importance des témoignages oraux – faute d'autres sources aussi – et la motivation : rétablir la « vérité », ce concept de « vérité » accompagnant souvent les débats des années 1960. Aucun des quatre n'a cessé ses recherches lorsque le Parti a indiqué, à partir de 1965-1966, non une réhabilitation de Stalin – Martin est très claire sur ce point –, mais la fin de l'étude et de la dénonciation publique des crimes commis. Ils contestaient ainsi le « monopole sur l'histoire » (p. 1), que revendiquaient les dirigeants.

L'auteure note les différences dans les personnalités, les parcours et les positionnements de ces quatre hommes face à l'histoire soviétique. Ainsi, Solženicyn a rapidement mis en cause, non seulement Stalin, mais aussi Lenin et la révolution, alors que les trois autres se limitaient encore à la dénonciation du stalinisme, entreprise au XX<sup>e</sup> Congrès du Parti. Martin inscrit leurs actions dans le contexte des débats historiques de l'époque, ce qui lui permet de rappeler les difficultés rencontrées par le groupe réuni autour de Viktor Danilov pour étudier la collectivisation, ainsi que les tentatives faites par Mikhaïl Gefter pour renouveler une approche marxiste, mais non stalinienne, de l'histoire soviétique. Élargissant son propos, elle évoque le samizdat et le tamizdat, ainsi que les campagnes de lettres pour s'opposer à une réhabilitation de Stalin.

Suivant l'évolution des relations entre les quatre historiens et les autorités, elle relève l'exclusion du parti de Nekrič en 1967 et celle de Medvedev en 1969, le silence imposé à Nekrič et la relative tranquillité dont a joui Medvedev, l'expulsion de Solženicyn de l'Union des écrivains en 1969, puis d'URSS en 1974. Nekrič a préféré émigrer aux États-Unis en 1976, où il a notamment publié un livre sur les peuples déportés et, avec son ami Michel Heller, *L'Utopie au pouvoir*. En revanche, Antonov-Ovseenko est resté en URSS, mais c'est à New York qu'il a fait paraître une biographie de Stalin, *Portret Tirana* [Portrait d'un tyran], d'abord en russe en 1980, puis en traduction. Aucun des quatre historiens étudiés n'a été condamné à de la prison après Stalin – contrairement au jeune historien Arsenij Roginskij, arrêté en 1981, mais à peine mentionné – ce qui est dommage.

Barbara Martin souligne à juste titre que les relations de ces auteurs avec le pouvoir n'étaient pas statiques : elles ont évolué, en fonction des choix de ceux-ci – poursuivre sur la voie choisie ou se ranger – et des agissements du pouvoir, ceux-ci se modifiant également en fonction du contexte, des nouvelles structures créées (la Cinquième direction du KGB) et des actions de ces auteurs. Elle examine finalement la façon dont les textes des quatre hommes sont revenus en Russie pendant ou après la perestroïka et ont nourri les débats relancés sur le passé stalinien.

Le plus novateur et intéressant dans ce livre est, sans doute, l'exposé des liens et des soutiens que ces historiens avaient dans des milieux très différents, ce qui efface la conception – qui n'est, certes, plus de mise depuis longtemps – d'une polarisation de la société soviétique, avec des dissidents d'un côté, des officiels de l'autre, et des conformistes silencieux et inactifs entre les deux. De « vieux bolcheviks » ont ainsi largement contribué par leurs témoignages aux travaux d'Antonov-Ovseenko et de Medvedev. Ce dernier s'appuyait aussi sur de nombreuses autres sources, y compris

sur les informations que lui transmettaient des écrivains très officiels, Konstantin Simonov lui permettant même de lire des mémoires qu'il avait reçus. De façon comparable, plus de deux cents anciens détenus, dont de « vieux bolcheviks » ont raconté leurs expériences à Solženicyn qui a pu, sur la base de leurs récits de vie, écrire *L'Archipel du Goulag*.

Par ailleurs, de « vieux bolcheviks », des victimes des purges, des historiens professionnels et de futurs dissidents (ces quatre catégories n'étant pas disjointes, comme en témoigne, par exemple, le cas de Petr Jakir qui relève des trois dernières) ont apporté un soutien public à Nekrič, lorsque son livre a été attaqué au cours d'un débat organisé le 16 février 1966 à l'Institut du marxisme-léninisme. Ce sont ses collègues historiens qui, ensuite, ont fait échouer les tentatives de renvoyer Nekrič de son poste de chercheur, puis de le priver de son titre de *doktor*.

Même dans l'entourage de Brežnev et au sein de l'appareil du Comité central, *Pered sudom istorii* de Roy Medvedev avait des « lecteurs enthousiastes », dont Aleksandr Bovin qui aurait aidé à faire libérer Žores Medvedev, enfermé dans un hôpital psychiatrique en 1970, et qui est devenu l'une des figures clefs de la perestroïka. Certains s'y efforçaient aussi de bloquer le lobby néo-stalinien qui prospérait dans les mêmes cercles et se déployait notamment autour de l'historien Sergej Trapeznikov, nommé en avril 1965 chef du département de la Science et de l'Éducation supérieure au Comité central. Des alliances, visibles ou pas, définies par le rapport à Stalin se nouaient entre des individus dont les parcours et les statuts professionnels paraissaient parfois éloignés.

Avec un décalage temporel, des réseaux de soutien se sont aussi développés en Occident ; ils impliquaient des journalistes, des ONG, des hommes politiques, des éditeurs, des historiens, des diplomates. Leur mobilisation pouvait limiter des répressions et ces réseaux aidaient aussi à trouver un poste ou un éditeur à l'Ouest.

Sans doute le choix de certains termes dans ce livre peut-il être contesté, dont celui de « russophiles » pour désigner ceux qui, pendant la perestroïka, s'opposaient aux « libéraux » (p. 187) ou aux « antistaliniens » (p. 191) et qui, en URSS, étaient généralement appelés « nationalistes », voire « stalinistes ». Celui, aussi, nous l'avons signalé, de « dissidents », qui, dans le contexte des années 1960-1980, renvoie à un mouvement, certes multiforme, assez flou et complexe à définir, mais auquel les quatre auteurs étaient peu liés, l'emploi de ce mot allant même à l'encontre de l'idée de *continuum* social au cœur de ce travail.

Solženicyn refusait explicitement d'être considéré comme un dissident, un terme qu'il associait à celui de « défenseur des droits humains ». Nekrič et Antonov-Ovseenko se voyaient avant tout comme des chercheurs et des historiens. Quant à Roy Medvedev, s'il a été le plus impliqué dans les cercles dissidents, notamment autour d'Andrej Sakarov, il était protégé par Andropov, s'est brouillé avec de nombreux défenseurs des droits de l'homme à la fin des années 1970 et a intégré le Comité central du PCUS en juillet 1990. Nikita Petrov, historien de Memorial, a, d'ailleurs, été net en 1991 : Medvedev ne peut être considéré ni comme un historien – à cause de son maniement des sources orales – ni comme un dissident : qu'il ait pu recevoir pendant des années des droits d'auteur, envoyés d'Occident, le démontre (p. 200).

Il sera donc d'autant plus intéressant de découvrir la biographie que Barbara Martin prépare sur les jumeaux. Celle-ci reconnaît, dans la conclusion, utiliser le terme de « dissident » « par simplicité » (p. 205), et elle évoque, au moins une fois, des « auteurs non-conformistes » (p. 132), un adjectif qui aurait peut-être mieux convenu, même s'il s'agit bien d'écritures « dissidentes » de l'histoire soviétique.

Quant à cette question du rapport à Staline, elle est redevenue brûlante en Russie, ce qui témoigne sans doute d'un échec partiel de la déstalinisation des consciences. Comment, dans un pays où, depuis 1956, des historiens dévoilent sans complaisance les crimes de Staline en arrive-t-on, plus de soixante ans plus tard, à ériger des statues à celui-ci ? Des livres, comme celui de Barbara Martin, nourrissent nos réflexions sur ce plan aussi.

**Cécile Vaissié**

*Rennes 2*

---